

**Union européenne - Etat de droit -
Réponse de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, à une question au
gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 09 octobre 2018)

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Monsieur le Député,

Je vous remercie de votre question et je salue votre travail accompli avec votre collègue, Coralie Dubost.

Il y a quelques jours, ici à Paris, l'écrivain italien Roberto Saviano nous mettait en garde et nous disait : la démocratie est menacée à travers le monde. Il avait raison et aujourd'hui, l'Etat de droit n'est en rien un acquis, c'est un combat permanent. C'est un combat permanent même au coeur de l'Union européenne.

Vous avez cité l'indépendance de la justice, elle est menacée en Pologne, en Hongrie, en Roumanie.

Vous avez cité l'indépendance des journalistes et la liberté d'expression. Comment ne pas rappeler ici les noms de Daphne Caruana Galizia, la Maltaise, de Jan Kuciak, le Slovaque et même, il y a quelques jours, de Viktoria Marinova, la Bulgare, trois journalistes assassinés au coeur de l'Union européenne.

Alors, que faut-il faire ? Faut-il fermer les yeux comme ceux qui, au prétexte de faire de la politique, refusent de faire de la morale et continuent à s'associer à des partis qui bafouent les libertés ? Ce n'est pas notre choix et ce n'est pas le choix de l'Union européenne. Vous l'avez dit, l'article 7 a été actionné s'agissant de la Pologne, pas du peuple polonais mais du comportement du gouvernement polonais qui bafoue l'indépendance de la justice.

Et vous l'avez rappelé, le Parlement européen, le 12 septembre, à une écrasante majorité, a choisi d'exprimer son inquiétude sur la situation de l'Etat de droit en Hongrie. Je regrette que certains parlementaires européens de notre pays aient préféré fermer les yeux et regarder ailleurs. S'agissant de l'Etat de droit en Hongrie, la question sera abordée dans quelques jours./.